

# La force progressiste en Autriche : Une élection présidentielle à rebondissements, et autres défis

## **Mario Gavenda**

*Mario Gavenda est étudiant en thèse de Sciences politiques à l'Université de Vienne, et récemment diplômé d'un programme de troisième cycle universitaire à l'Institut d'Études Avancées de Vienne. Ses recherches actuelles portent sur l'impact de la politisation des affaires européennes sur les partis politiques et leurs dynamiques internes. Mario Gavenda s'intéresse plus largement à l'intégration européenne, aux partis politiques et aux politiques de mondialisation.*

## La force progressiste en Autriche : Une élection présidentielle à rebondissements, et autres défis

*Au cœur d'un bouleversement politique généralisé à travers l'Europe, la politique autrichienne a récemment vécu, dans le plus grand silence, un véritable tournant politique. Depuis le mois d'avril, les autrichiens peinent à élire un nouveau président. Faisant une sortie spectaculaire en mai 2016, Alexander Van der Bellen (candidat soutenu par les écologistes) devançait de 30 000 voix son concurrent du parti d'extrême droite FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche), le candidat Norbert Hofer (50,3 % des voix pour A. Van der Bellen contre 49,7% pour N. Hofer). L'Autriche avait ainsi évité de devenir le premier pays européen à élire un président d'extrême-droite. Au lieu de cela, elle plaçait à la tête de l'État un ancien chef de l'opposition, issu des Verts de la gauche modérée.*

*Cependant, en juillet, la Cour constitutionnelle autrichienne a ordonné un nouveau scrutin pour le second tour en raison de l'observation d'irrégularités procédurales invalidant le décompte des votes par correspondances dans plusieurs régions d'Autriche. Après que le report de l'élection avait été prévu pour le deux octobre, il fut constaté qu'un nombre important des enveloppes contenant les bulletins avaient été endommagées avant leur envoi, contrecarrant ainsi à nouveau la tenue du vote. Le parlement a pour l'heure fixé ce deuxième report du deuxième tour du scrutin entre Van der Bellen et Hofer, qui se tiendra donc le 4 décembre, dans un climat que l'on peut imaginer encore davantage polarisé et tendu. La présente étude propose en premier lieu une synthèse des premières élections, avant de discuter les perspectives envisagées pour le deuxième tour à venir, et de resituer en dernier lieu ces événements dans une discussion sur l'état de la gauche en Autriche.*

# 1. L'élection présidentielle de 2016 : la première tentative

Les élections pour la nomination du Président fédéral ne sont habituellement pas l'événement le plus spectaculaire de la vie politique autrichienne. Alors que la constitution prévoit en effet des pouvoirs relativement étendus pour cette fonction, les individus en poste ont traditionnellement évité de s'immiscer dans l'actualité politique, et s'en sont tenus à un rôle essentiellement cérémoniel. Cela n'est pas particulièrement surprenant étant donné que chaque président élu depuis 1945 était issu soit du Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ), soit du Parti populaire autrichien (ÖVP), qui constituent les deux piliers d'un ordre politique d'après-guerre stable en Autriche.

Cette élection présidentielle peut se lire comme un signe de l'érosion de cet ordre politique. Les deux partis gouvernaient ensemble au sein d'une « Grande coalition » depuis dix ans, avec cependant une majorité parlementaire très courte depuis 2013. Les deux candidats pour le SPÖ et l'ÖVP ont chacun subi une violente défaite, remportant séparément seulement 11 % des voix. Ils se sont tous deux vus clairement dépassés par le candidat indépendant, ancien juge de la Cour Suprême, Irmgard Griss (19%), qui n'avait jamais exercé de fonction politique auparavant, et a mené campagne sans le soutien financier d'aucun parti. Les deux candidats favoris, quant à eux, étaient cependant issus des deux majeurs partis de l'opposition : Norbert Hofer, candidat du parti d'extrême droite (FPÖ) et Alexander Van der Bellen, depuis longtemps à la tête des écologistes autrichiens (les Verts). A. Van der Bellen a remporté sans véritable surprise 21 % des voix, grâce à sa réputation de représentant de centre-gauche reconnu et hautement respectable, mais N. Hofer a surpris par une arrivée en tête, avec un score sidérant de 35 %.

Le deuxième tour s'est donc révélé être un face à face entre les représentants de l'aile droite et de l'aile gauche de l'opposition. Le duel qui s'est engagé offre à voir des similarités remarquables avec les dynamiques politiques aujourd'hui à l'œuvre ailleurs en Europe (et aux États-Unis). L'électorat s'est radicalement divisé en deux ensembles aux attitudes profondément antagoniques. D'un côté se tiennent ceux qui soutiennent l'intégration européenne, se montrent prêts à accueillir des réfugiés et généralement plus favorables à l'ouverture de leur pays sur le monde. De l'autre côté se tiennent des citoyens se sentant menacés par l'immigration, la mondialisation et les transformations sociales. La science politique a théorisé depuis de nombreuses années cette division ; il s'agirait d'un nouveau clivage entre « intégration » et « démarcation » (« séparation »). Récemment, les médias ont également commencé à s'intéresser et à décrire ce clash entre « un pont-levis levé » et « un pont-levis » abaissé.

Ces attitudes sont, à un degré très significatif, spécifiques à des catégories sociales. Alors que les ouvriers et les électeurs en zones rurales ont massivement soutenu le candidat d'extrême droite (86 % sur le score total de N. Hofer), le candidat écologiste Van der Bellen a quant à lui accompli son meilleur score auprès des populations bénéficiant d'un plus haut niveau d'instruction et concentrées en zones urbaines, notamment à Vienne (63 % des voix du candidat). Cette dynamique est remarquablement similaire à celle observée quelques semaines plus tard lors du Brexit (référendum de la Grande-Bretagne sur le maintien dans l'Union européenne), et nous rappelle le défi crucial auquel sont confrontés les partis de gauche progressistes et pro-européens dans ce contexte politique. Cela est d'autant plus vrai que le discours antisystème et populiste du candidat d'extrême droite a réussi à représenter

son opposant, Van der Bellen, en membre d'une élite politique cosmopolite, alors que ni lui ni son parti n'ont d'expérience politique dans l'exercice de la fonction d'État.

## 2. Quelles perspectives pour le nouveau scrutin : une élection différente ?

Le défi le plus pressant pour la gauche autrichienne est de s'assurer le même résultat en décembre. La prévision d'une issue électorale dans un contexte aussi inédit ne peut qu'être purement spéculative tant les nombreux paramètres qui structurent le débat politique auront évolué entre l'élection de mai et celle de décembre. Beaucoup dépendra des relations qu'entreprendront les autrichiens avec leur politique nationale, mais également avec la politique européenne, par exemple concernant les décisions à venir au sujet du CETA (Traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada), auquel l'opinion publique autrichienne est fermement opposée. L'euroseptique, Norbert Hofer, pourrait profiter d'une telle vague d'insatisfaction vis-à-vis des décisions européennes, comme de n'importe quel autre incident qui surviendrait en lien quelconque avec les questions d'asile et d'immigration.

Les campagnes qui avaient déjà commencé pour l'élection d'octobre offrent un aperçu de ce qu'on peut attendre des deux candidats d'ici décembre. Pour ce qui est du candidat FPÖ, populiste et d'extrême droite, la décision favorable obtenue en appel concernant le report du scrutin a fourni au parti un terrain pour asseoir l'idée que le système est manipulé au détriment du « peuple », en dépit d'une affirmation publique répétée qu'aucun signe de manipulation n'avait été décelé dans l'élection initiale. Pour Van der Bellen et le parti des Verts, une deuxième campagne était dès le début un défi à la fois sur les plans logistique et financier. En août, la campagne avait déjà récolté plus d'un million d'euros pour la plupart en petites contributions, une somme remarquable dans un pays où les campagnes électorales sont habituellement financées par les partis politiques et les fonds publics. Cela a permis à Van der Bellen une plus forte présence dans les zones rurales auprès desquelles Hofer avait fait un meilleur score en mai. À l'issue d'un report supplémentaire de deux mois dans la tenue des élections, il reste à voir si cette dynamique parviendra à tenir.

Un autre élément à prendre en compte dans le nouveau scrutin est celui du rôle que jouera la capitale. À Vienne, Van der Bellen a remporté une victoire éclatante en mai, avec plus de 63 % des voix. Cela a été une déception pour Hofer, étant donné que Vienne a longtemps été considérée comme un terrain de bataille important entre le SPÖ et le FPÖ, comme l'ont par exemple illustré les élections municipales de 2015, où le SPÖ avait finalement devancé le FPÖ après des sondages qui annonçaient un duel très serré. Pour l'heure, aucun signe ne permet d'avancer que le FPÖ a trouvé une stratégie pour parer à cette fragilité. À titre d'exemple, le 18 septembre, une élection pour une mairie d'arrondissement à Vienne a vu les Verts mobiliser avec succès leurs électeurs, allant jusqu'à détrôner le SPÖ dans la course municipale ; dans le même temps, les scores du FPÖ sont restés identiques à ceux de l'élection précédente.

### 3. La gauche autrichienne au cœur de la fracture : évaluer les risques et saisir les occasions

Les dernières élections à Vienne, en octobre 2015, ont été remportées par les sociaux-démocrates, porte-paroles d'un discours pro-réfugiés. Elles offrent un aperçu des dilemmes stratégiques auxquels est actuellement confrontée la gauche. Les sociaux-démocrates ont longtemps oscillé entre la confrontation et la compromission face aux mises en garde populistes sur l'immigration et l'intégration européenne. Au cours de l'été 2015, l'Autriche, emboîtant le pas au gouvernement allemand, a activement accueilli des réfugiés arrêtés sur la route entre la Grèce et la Hongrie. Sans surprise, l'extrême droite s'opposa ouvertement à cette décision, tandis que le maire social-démocrate de Vienne choisit de défendre très vivement cette « culture de l'accueil », et récolta en retour 40 % de soutien, contre 30 % pour l'extrême-droite. Cela montre – comme cela a été le cas pour les présidentielles – qu'il est possible de remporter des élections, à tout le moins dans les zones urbaines, sans céder du terrain à la xénophobie. Dans le même temps, cela masque un développement compliqué pour les sociaux-démocrates. Alors que le SPÖ a réalisé un bon score dans les quartiers de Vienne intra-muros, qui rassemblent de nombreux étudiants et une population de classe moyenne, il a continué de perdre des voix au profit du FPÖ au sein de ses anciens bastions de classes ouvrières. L'écart entre deux électorats s'est creusé davantage sur cette ligne, comme le montre l'élection présidentielle de cette année, marquant une fracture qui s'inscrit jusque dans la coalition électorale traditionnelle de la gauche.

Pour le candidat SPÖ à la présidentielle, Rudolf Hundstorfer, il n'était plus possible de poursuivre la même stratégie, étant donné que le gouvernement fédéral avait changé radicalement sa politique d'accueil des réfugiés en fermant de façon unilatérale toutes les frontières avec les États au sud de l'Autriche aux débuts de l'année 2016. C'était une brèche supplémentaire dans la crédibilité des partis au pouvoir, et cela a contribué aux scores décevants de leurs candidats à la présidentielle. Au sein du SPÖ, les conséquences étaient déjà tirées avant le deuxième tour, avec le remplacement du Chancelier et Président du parti, Werner Faymann, par le directeur de la compagnie ferroviaire publique, Christian Kern. Même si Kern bénéficie jusqu'à présent d'un soutien très favorable, la question centrale qui persiste pour la social-démocratie autrichienne est de savoir comment regagner la confiance des classes populaires tout en conservant une ligne ferme sur ses principes antiracistes et d'engagement pro-européen. Cette question a perturbé l'ensemble de la gauche européenne dernièrement, mais elle a spécifiquement soulevé deux problèmes pour le SPÖ. Premièrement, le SPÖ est engagé dans une grande coalition au sein de laquelle les conservateurs n'ont aucune affinité avec certaines de ses revendications (telle que la ré-introduction des impôts sur la fortune et l'héritage). Deuxièmement, le parti est divisé en interne sur une question essentielle : comment se positionner vis-à-vis du FPÖ ? De nombreux représentants du parti, extérieurs à Vienne, militent pour une possible coopération, voire une coalition avec le FPÖ, en mettant en avant la protection du marché du travail et la couverture sociale pour les Autrichiens. Cette proposition a rencontré une vive résistance de la part des membres les plus à gauche du parti, plus massivement au sein des antennes influentes du parti à Vienne. Pour l'heure, rien ne laisse présager d'une solution de sortie à ce conflit – interne au parti – dans un avenir proche.

Il est certain que l'horizon de la gauche autrichienne ne se limite pas au Parti social-démocrate. Après tout, le Président pressenti est issu du bord écologiste, qui rassemble

régulièrement plus de 10 % des voix aux élections nationales. Cependant, les Verts ne parviennent pas à faire de percées importantes auprès d'un électorat plus large au-delà de leurs circonscriptions de base, et les élections présidentielles témoignent d'une forte aversion, en particulier des classes populaires, à l'égard du Parti. Il est frappant d'observer qu'un parti qui n'a jamais vu aucun de ses membres au gouvernement national (mais en a toutefois placé plusieurs au niveau régional) a été dépeint par la droite populiste comme un parti de l'establishment autrichien et échappant à ses responsabilités politiques. Tandis que des voix internes au parti ont appelé à développer une stratégie de 'gauche radicale populiste', la direction du parti semble continuer à compter sur une idéologie modérée et un professionnalisme électoral.

Finalement, qu'en est-il des perspectives pour un nouveau parti de gauche, dans le sillage de l'ascension de Podemos, Syriza ou le mouvement pro-Corbyn ? Plusieurs tentatives récentes se sont conclues sur un échec. Outre le fait historique que la gauche radicale n'a pour l'heure jamais réussi à renverser la prééminence des sociaux-démocrates, des facteurs sociologiques peuvent également expliquer, pour une part non-négligeable, cet état de fait. Il est important de garder à l'esprit que le noyau dur du soutien à une nouvelle gauche est souvent composé d'un électorat jeune, citadin et bénéficiant d'un haut taux d'instruction, rassemblé autour d'un ensemble de revendications qui leur est propre (que je nommerais, faute de mieux, « les revendications du millénaire »), en lieu et place des revendications traditionnelles de la classe ouvrière. Il y a bien sûr des variations nationales, mais en Autriche particulièrement, les classes populaires défavorisées ont, pour une large part, suivi l'extrême droite. Parallèlement, les « revendications du millénaire » qui pourraient tout de même porter un mouvement protestataire de gauche – fort taux de chômage et précarisation du marché du travail pour les diplômés, coûts élevés des droits universitaires et étudiants endettés, loyers inabordables – paraissent moins graves que dans d'autres économies en difficulté. Les votes de cet électorat se partagent actuellement entre les Verts, le SPÖ et le nouveau parti libéral Neos (Nouvelle Autriche et le Forum libéral). Néanmoins, cela ne suggère pas que ces revendications n'existent pas ; elles sont tout à fait réelles et pourraient bien s'accroître au fil des prochaines années. Si les partis traditionnels de gauche en Autriche, de concert avec leurs homologues en Europe, ne proposent pas rapidement des solutions pour inverser ces tendances, ils risquent de perdre non seulement leur électorat au sein de la classe ouvrière, mais également celui des jeunes citoyens.

---

*Think tank européen de gauche, EuroCité se donne pour but de contribuer au développement d'une vision et d'un programme progressistes pour l'Europe, par le biais de publications de qualité et d'évènements fédérateurs. EuroCité se veut un laboratoire du militantisme européen et un incubateur d'idées pluri-national, novateur et dynamique.*

---